

- 1. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous immédiatement, dans les six mois qui viennent, terminer la mise en œuvre du projet de loi C-21, qui a été adopté le 15 décembre 2023, y compris les mesures sur la violence familiale liée aux armes à feu que les organismes de défense des femmes combattent depuis de nombreuses années? Par exemple, l'article 70.2, qui révoque automatiquement le permis d'un particulier visé par une ordonnance de protection pour cause de violence familiale ou de harcèlement, est toujours dans l'attente de la rédaction définitive des décrets de mise en application.**

Un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney protégera les Canadiennes et les Canadiens de la violence liée aux armes à feu, plus particulièrement dans le contexte de la violence familiale et fondée sur le sexe. Nous révoquerons automatiquement les permis des particuliers reconnus coupables d'infractions violentes, et surtout de ceux qui seront reconnus coupables d'infractions violentes contre leur partenaire intime, et les personnes faisant l'objet d'une ordonnance de protection.

L'adoption du projet de loi C-21 par le Parlement a constitué une avancée importante. Nous sommes résolus à mettre en œuvre toutes les dispositions du projet de loi C-21, y compris l'article 70.2. La rédaction définitive des dispositions réglementaires habilitantes est une priorité absolue, et nous sommes déterminés à terminer ce travail dans les meilleurs délais.

- 2. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous mener à bien le programme de rachat d'armes lancé le 5 décembre, qui vise à retirer de la circulation des armes à feu de style arme d'assaut tout en fournissant une compensation juste à leurs propriétaires, et ce, dans les 12 mois à venir? Les armes interdites comprennent les modèles qui faisaient partie du dernier décret en conseil, publié le 7 mars. Ce sont des armes dont on ne fait pas raisonnablement usage pour la chasse.**

Un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney complètera le programme de rachat d'armes pour faire en sorte que les armes à feu de style arme d'assaut interdites soient retirées de nos communautés une bonne fois pour toute.

- 3. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, vous engagez-vous à organiser des consultations avec les communautés autochtones dans le but de trouver et de mettre en œuvre des solutions qui assurent à la fois la sécurité publique et le respect du droit des peuples autochtones de pratiquer la chasse de subsistance avec les armes à feu qu'ils utilisent couramment, même s'il s'agit d'armes conçues à des fins militaires (ce qui est notamment le cas du SKS de conception soviétique, le modèle le plus utilisé dans les fusillades de masse et dans les fusillades impliquant des policiers au Canada)?**

Oui. Un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney, en consultation avec les communautés autochtones, fera en sorte que les politiques sur les armes à feu respectent à la fois la sécurité publique et les droits des peuples autochtones protégés par la Constitution, ce qui comprend le droit de chasser pour subsister. Notre approche sera ancrée dans le dialogue, le respect et les principes de réconciliation.

- 4. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous éliminer dans les 12 mois les échappatoires et les exemptions qui entravent actuellement les restrictions sur la capacité du chargeur des armes à feu (5 cartouches pour les armes d'épaule et 10 cartouches pour les armes de poing), ce qui représente une menace à la sécurité publique? Par exemple, de nombreux auteurs de fusillades de masse ont acheté en toute légalité des chargeurs qui étaient ensuite facilement modifiés de manière illicite pour contenir 20 ou 30 cartouches.**

Un gouvernement dirigé par Mark Carney complètera le travail engagé par le gouvernement libéral précédent pour resserrer les lois sur les armes à feu du Canada et pour combler les lacunes qui menacent la sécurité publique.

Les chargeurs à grande capacité qui contiennent plus de cinq cartouches sont déjà interdits au Canada. En vertu du Code criminel, détenir, vendre ou importer des chargeurs qui dépassent cette limite légale constitue une infraction.

Nous exigerons la modification permanente des chargeurs à grande capacité pour faire en sorte qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches, et nous interdirons la vente et la cession de chargeurs susceptibles de contenir plus du nombre de cartouches autorisé par la loi.

- 5. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous adopter dans les 12 mois une réglementation permettant de veiller à ce que la restriction prévue dans le projet de loi C-21 sur l'achat d'armes de poing par les participants de Jeux olympiques ne s'applique qu'aux personnes qui participent activement au programme olympique à l'heure actuelle et aux types particuliers d'armes de poing qu'ils utilisent dans leurs disciplines respectives? (Autrement, les adeptes d'armes à feu pourraient simplement prétendre « vouloir » être des tireurs sportifs participant aux Jeux olympiques, une affirmation qu'il est impossible de contredire, ce qui leur permet de contourner facilement l'intention de ce gel.)**

Un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney priorisera les mesures permettant de s'assurer que la réglementation sur les armes à feu améliore efficacement la sécurité publique, ce qui inclut l'élimination d'échappatoires potentielles. Selon les règles actuelles, pour être admissible à une exemption pour les Jeux olympiques, un particulier doit fournir chaque année une lettre signée par le contrôleur des armes à feu d'un organe directeur provincial ou national de tir sportif. Cette lettre doit confirmer que le particulier s'entraîne activement, participe à des compétitions ou entraîne d'autres personnes, au sein d'un Comité olympique ou paralympique international, dans le cadre

d'une discipline de tir avec arme de poing reconnue. Ladite lettre doit aussi préciser la discipline particulière et déclarer que l'arme de poing en question est nécessaire pour y participer. S'il devenait évident que les règles qui entourent l'exemption font l'objet d'abus, notre gouvernement prendrait des mesures pour s'assurer d'éliminer les échappatoires potentielles.

- 6. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous mettre en place dans les 12 mois un nouveau système d'autorisation pour veiller à ce que la GRC, et non l'industrie des armes à feu, détermine la classification des nouveaux modèles d'armes à feu entrant sur le marché? De nombreux modèles interdits sont vendus sur le marché comme armes à feu « sans restriction » et sont identifiés comme tels par leur fabricant ou importateur, alors même qu'ils sont interdits (par exemple, à cause de la possibilité de les convertir en mode totalement automatique). La réglementation à cet effet a été présentée, mais n'a pas été renforcée ni achevée.**

Oui. Tel qu'annoncé le 10, un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney présentera une réglementation établissant un nouveau système d'autorisation pour veiller à ce que la GRC, et non l'industrie des armes à feu, détermine la classification des nouveaux modèles d'armes à feu entrant sur le marché.

- 7. Si vous êtes élu pour former le gouvernement, allez-vous rappeler au président des États-Unis que la plupart des armes de poing illicites ayant servi dans la criminalité urbaine sont des armes de contrebande transportées des États-Unis au Canada et lui demander, comme la présidente du Mexique l'a fait, d'en faire plus pour endiguer l'afflux illégal d'armes dans notre pays? (Au Canada, la plupart des armes à feu saisies dans des affaires criminelles et plus de la moitié des armes à feu ayant servi dans des homicides ont été obtenues légalement à l'origine, mais la majorité des armes à feu illicites utilisées dans la criminalité urbaine proviennent de la contrebande des États-Unis et représentent un problème grave.)**

La mise en place de mesures destinées à s'attaquer aux armes illicites traversant la frontière qui servent à commettre des crimes dans nos communautés fait partie intégrante de tout plan sérieux pour assurer la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. Nous agissons déjà énergiquement pour accroître notre capacité à détecter les armes et les drogues illicites qui passent la frontière, notamment en déployant des appareils de détection, des drones, des hélicoptères et d'autres technologies, en augmentant l'effectif de l'Agence des services frontaliers du Canada, en affectant de nouvelles brigades canines pour intercepter les armes et les drogues illicites, en imposant de plus lourdes sanctions et en offrant de nouvelles ressources pour démasquer les réseaux de blanchiment d'argent qui facilitent toutes ces activités illégales.

Un gouvernement libéral dirigé par Mark Carney poursuivra dans cette voie en mettant à la disposition des forces de l'ordre les ressources humaines et les technologies dont

elles ont besoin pour protéger nos communautés. Cela commencera à la frontière en éliminant le trafic de drogues et la traite de personnes dans nos communautés, en augmentant les ressources destinées à lutter contre les menaces modernes, comme l'interférence étrangère, la répression transnationale et la cybercriminalité. Nous recruterons et formerons 1 000 nouveaux agents de la GRC et nous établirons une nouvelle académie fédérale de la GRC. Nous exigerons aussi que le tribunal interdise à une personne condamnée pour infraction avec violence ou infraction impliquant une organisation criminelle de posséder des armes à feu ou d'autres armes après sa libération. Nous recruterons également 1 000 nouveaux agents de l'Agence des services frontaliers du Canada. De plus, pour protéger nos frontières, nous investirons dans d'autres drones et détecteurs à la frontière ainsi que dans de nouvelles brigades canines afin de cibler davantage de cargaisons suspectes à nos frontières terrestres, dans nos ports et dans nos gares de triage.